

Le budget—M. Harney

100 proviendraient des sociétés ... une diminution des impôts provenant du secteur des sociétés. On me dit que ces prévisions tiennent compte des effets des projets de loi qui devaient être adoptés à la suite du budget du 8 mai dernier.

Je désire dire aux ministériels que si ces prédictions se réalisent grâce à la mise en application d'une diminution, de l'impôt sur les sociétés, nous n'aurons rien réalisé du point de vue de la redistribution même de l'assiette fiscale dans ce pays; je n'appuierai pas ce genre de tour de passe-passe et il en est de même pour de nombreux membres de ce parti. Il est absolument évident qu'en analysant le budget de près, on constate que la seule manière de faire en sorte qu'il ait des répercussions bénéfiques pour le Canadien moyen est de diminuer l'impôt sur le revenu des particuliers et non l'impôt des sociétés car il apparaîtra à la plupart des Canadiens que les diminutions d'impôt proposées il y a eu une semaine hier par le ministre des Finances seront totalement inefficaces si les bills émanant du budget du 8 mai sont présentés.

• (2010)

J'ai une autre raison de féliciter le ministre des Finances. Je ne sais pas s'il le mérite réellement. De toute façon il semblait être entièrement en faveur d'une politique d'expansion budgétaire. Ce que je vais dire peut paraître un peu hérétique, monsieur l'Orateur, mais on a déjà dit bien des hérésies dans ce coin de la Chambre. Il est manifeste pour de nombreux étudiants en économie, cette triste science, que même la théorie de Keynes ne fonctionnera plus.

Des voix: Bravo!

M. Harney: J'ai été plutôt heureux de constater que les députés qui se trouvent directement à ma droite sont tombés dans le piège. En effet, leur réaction immédiate a été de retourner toutes les tablettes sacrées qu'ils portaient depuis de nombreuses années et de demander un budget beaucoup plus expansionniste parce que, je suppose, s'ils sont les apôtres de la foi dans la croissance, ils pensent, tout comme le gouvernement, que la croissance est la clé de tous les problèmes.

Nous devrions nous demander si le chômage dont souffre actuellement le Canada est d'ordre traditionnel. Je sais bien que le chômage règne de façon générale dans certaines régions du pays, que les Canadiens qui y perdent subitement leur emploi éprouvent un certain esprit de solidarité en ce sens qu'ils ne sont pas seuls dans ce cas. Mais pour beaucoup de Canadiens, le chômage signifie isolement, solitude, désaffection des autres, car ils se sentent seuls dans leur cas et ils ont nettement l'impression d'être inutiles au sein d'une société toute bouillonnante d'activité.

Nous devons nous demander si un budget purement expansionniste, au sens classique du mot, pourrait modifier de quelque façon la situation. Voici ce que je veux dire—et comme il me reste peu de temps, j'en traiterai durant les deux ou trois dernières minutes; j'exhorte la Chambre, le gouvernement surtout, à faire en sorte que nous examinions notre économie sous un angle tout à fait nouveau. Il ne faut pas que nous retombions de nouveau dans l'erreur qui consiste à favoriser tout simplement une plus grande croissance, car la croissance en soi ne changera pas la qualité de la vie des Canadiens. Il va nous falloir chercher une façon différente de vivre notre vie économique chez nous. Je voudrais signaler à la Chambre la nécessité d'une politique centrée sur le progrès qualita-

tif plutôt que quantitatif. Il nous faut améliorer sans délai la qualité de la vie des particuliers et des collectivités plutôt que la quantité des produits.

Je pourrais vous citer des chiffres. Nous savons par exemple que les Canadiens économisent 10 p. 100 de leur revenu disponible, ce qui représente une proportion considérable. Je ne veux pas dire par là que tous les Canadiens ont les moyens de mettre de l'argent de côté, mais il y a sûrement des secteurs de la population que sont en mesure d'épargner. Tout recours à une formule expansionniste simpliste et traditionnelle, pour remédier au chômage, aura tout simplement pour effet de leur donner plus d'argent à économiser sans rapporter quoi que ce soit à ceux qui n'ont déjà pas assez d'argent pour vivre.

Il nous faut surveiller tout essor que nous imprimons à l'économie pour déceler tout changement éventuel de notre vie économique. Je voudrais inciter le ministre des Finances et le gouvernement à jeter un regard entièrement nouveau sur le monde du travail, car, pour bien des gens, il devient de plus en plus évident que simplement créer des emplois pour verser des rémunérations permettant d'acheter les biens que nous pouvons produire—des biens qu'indubitablement nous pouvons produire—ne tirera pas les gens du manège qui les entraîne.

Assurément, le Parlement devrait aujourd'hui être prêt à arborer de nouvelles doctrines plutôt que de simplement déclarer au pays: «Voyez, nous pouvons faire tourner le manège plus vite et laisser les lâcheurs lâcher.» Bien d'autres considérations pourraient compléter ces propos. Je suis navré, quoiqu'un bon nombre de députés ne le soient certainement pas, de ne pouvoir développer le sujet mais j'espère pouvoir le faire une autre fois. Quelqu'un doit pouvoir répéter ici ce qu'on entend souvent dire hors du Parlement, simplement que la croissance en soi ne modifie pas la nature de notre existence, qu'en accroissant le produit national brut, nous accélérons dans une large mesure la production de la camelote, sans modifier la qualité de notre production ni celle de nos vies. À l'extérieur, les gens disent qu'en produisant de la camelote nombre de gens transforment leur vie en camelote.

Demandons-nous ceci en considérant notre économie: combien de gens sont authentiquement et utilement employés? Monsieur l'Orateur, je termine sur un propos qui n'est pas de moi. Contrairement à d'autres députés, j'admettrai que je plagie. Je cite donc un texte extrait d'un article de M. Anderson:

On a l'habitude d'accuser les généraux de vouloir livrer de nouveau les batailles de leur jeunesse au lieu d'adopter les armes et les tactiques de la guerre du jour. La conduite des hommes politiques (et de bien des économistes) est infiniment pire. Ils s'attachent avec ténacité aux techniques qu'avaient inventées leurs grands-pères pour parer à des circonstances depuis longtemps disparues; et si (comme il arrive parfois, sinon souvent) une nouvelle idée jaillit, ils la considèrent d'une nouveauté dangereuse pendant au moins une génération, puis, en font une application erronée.

La nouvelle pensée qui a percé, il y a de cela une génération, a été celle de lord Keynes. Je crains qu'elle ne risque d'être dangereusement mal appliquée aujourd'hui, parce que nous, les hommes politiques, les représentants du peuple, ne savons pas nous mettre à l'heure de la société postindustrielle et ne nous rendons même pas compte que la nature de la bête à laquelle nous faisons face, le chômage, a changé radicalement. Nous devons certes regarder la réalité en face et faire en sorte que dorénavant, ceux qui travaillent dur pour notre société en soient récompensés équitablement; nous ne nous rendons pas compte qu'il subsiste encore beaucoup de gens chez